

Les enjeux du voyage de Macron à Alger



[Source : Algerie54]

Par Mehdi Messaoudi

Le président français Emmanuel Macron est attendu le 25 août à Alger, dans le cadre des tentatives françaises de regagner la confiance de la Nouvelle Algérie, qui avait à maintes reprises, exprimé par le biais de sa haute autorité, sa rupture avec l'attitude des anciens dirigeants au sujet des relations algéro-françaises.

La souveraineté nationale, avant tout

Le président Tebboune, intronisé à la magistrature suprême, à l'issue des élections démocratiques et libres du 12 décembre 2019, post-hirak béni, avait exprimé à ses interlocuteurs français, que l'Algérie nouvelle ne badine pas avec sa souveraineté nationale, et l'interdiction du survol de l'espace aérien algérien par les avions français en activité au Mali, dans le cadre de l'opération Barkhane, signe la première action digne de nom de remettre les pendules à l'heure au sujet de la souveraineté nationale, chèrement acquise et legs des sacrifices de nos glorieux martyrs. Cette action avait été d'ailleurs accompagnée par un rappel à l'ordre de l'ancien ambassadeur français à Alger, Xavier Driencourt, qui se comportait à l'instar de ses prédécesseurs Bernard Bajolet et Bernard Emié, comme si l'Algérie était un « département » d'outre-mer. Ces diplomates bénéficiaient durant les dernières décennies de toutes les largesses et facilités leur permettant de foutre leurs nez dans les activités politiques, économiques, culturelles, sportives, médiatiques et société civile, soutenus, il faut bien le préciser, par les néocolonisés de la 5e colonne. L'establishment français était impliqué dans toutes les tentatives de déstabilisation du pays visant à maintenir son tutorat. La volonté politique des nouveaux dirigeants du pays et la détermination de tout un Peuple en ont décidé autrement. Le retour à l'ordre constitutionnel via des élections législatives locales, l'amendement de la constitution permettant la séparation du pouvoir politique de celui de l'argent, et la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de développement des capacités intrinsèques du pays, devançaient les plans concoctés et élaborés dans les officines néocoloniales et des nostalgiques de l'Algérie française.

La nouvelle Algérie n'est plus la vache à traire

La France a été le grand bénéficiaire sur le plan économique des deux dernières décennies, via ses entreprises et son Medef, en ratissant large en matière d'octroi de projets, et via un accord d'association avec l'Union Européenne qui a légitimé le bradage des richesses nationales et favorisé le transfert à la limite de la légalité de l'argent des Algériens issu des revenus des hydrocarbures. Les lois adoptées par les différents gouvernements étaient faites conformément aux plans de pillage règlementé, mis en service au profit des entreprises françaises et des cabinets de consulting et d'expertises.

Aujourd'hui, l'Algérie revient en force sur la scène internationale, grâce à son engagement pour un nouvel ordre mondial multipolaire, et les partenaires se bousculent pour conclure des accords de partenariat avec l'Algérie. Compte tenu de l'expérience vécue avec la France, Paris a peu de chance de réussir la conclusion de famoureux contrats pour sauver les entreprises françaises. Paris n'inspire plus confiance, car les expériences vécues nous révélaient que la France veut maintenir l'Algérie comme un marché pour écouler ses produits, et n'est jamais prête à aller bâtir un partenariat économique gagnant-gagnant. La redynamisation de l'appareil propagandiste, du lobby très actif au niveau des administrations et le lancement de l'offensive culturelle maquillée en activités littéraires et artistiques pour ressusciter les symboles de la colonisation, comme Yves Saint-Laurent et Albert Camus, ont peu de chance d'aboutir devant la détermination des nouveaux dirigeants algériens soucieux de mettre l'Algérie, dans la place qu'elle lui sied dans le concert des nations, conformément à la fidélité du serment de nos glorieux martyrs.

Les engagements non tenus de Macron

Comme l'ont bien souligné les Ukrainiens, Macron promet la chose et fait son contraire. Pour mieux illustrer cela, ils viennent d'enrichir la langue française du verbe « *macroner* ». Emmanuel Macron s'est rendu deux fois en Algérie, une fois en tant que candidat de la présidentielle française de 2017 et une autre en tant que locataire de l'Élysée. Et à chaque fois, il déçoit les Algériens, sa promesse de proclamer la colonisation française de l'Algérie comme un crime contre l'humanité, n'était qu'une chimère et de la poudre aux yeux, démentie par sa déclaration d'effacer l'histoire d'une nation appelée l'Algérie.

Le dossier de l'énergie sur la table

Il n'est pas exclu, que le président français abordera avec les dirigeants algériens, le dossier énergétique lié à l'approvisionnement de l'Europe en gaz algérien. Si rien n'a été dit sur les dossiers qui seront mis sur la table des discussions et négociations entre les deux parties, il en demeure que certains indices plaident pour la reprise de l'approvisionnement via le GME, desservant l'Espagne, via le Maroc. Une reprise indispensable pour la

relance du gazoduc MidCat (Midi-Catalogne), reliant l'Espagne à la France et qui intéresse en premier lieu l'Allemagne dont le chancelier Olaf Scholz, en a fait allusion, il y a quelques jours, en évoquant la stratégie à court terme de son pays, pour faire face à la dépendance de Berlin au gaz russe.

Pour s'affranchir du gaz russe, comme le souhaite L'Union Européenne, Bruxelles est favorable à la relance du projet MidCat, ce gazoduc reliant l'Espagne à la France, lancé en 2013 puis abandonné en 2019. Il prévoit un tuyau de 230 kilomètres partant d'Hostalric, au nord de Barcelone, pour rejoindre Barbaira, à l'est de Carcassonne, en traversant les Pyrénées. L'Espagne pousse à fond le projet. À la faveur de la crise ukrainienne, le pays s'imagine devenir un grand « hub gazier » reliant le sud et le nord de l'Europe. Les infrastructures sont déjà là, avec sept terminaux de GNL, soit un quart des capacités de l'UE, où accostent des méthaniers en provenance d'une quinzaine de pays, et deux gazoducs reliés à l'Algérie, dont l'un a toutefois été arrêté en novembre par le gouvernement algérien, en raison des tensions avec le Maroc.

Mais l'Espagne manque d'interconnexions avec la France, au point que 60 % de la capacité disponible dans les terminaux espagnols n'est pas utilisée. Aujourd'hui, l'Espagne peut représenter jusqu'à 6 % de l'alimentation en gaz de la France. Avec cette nouvelle infrastructure, les volumes de transit seraient doublés, permettant de réduire significativement la dépendance de la France au gaz russe. Début 2019, les régulateurs français et espagnols avaient pourtant contribué à l'enterrement du projet. Évalué à 440 millions d'euros, il était alors jugé à la fois trop cher et non indispensable.

A priori, les Algériens sont peu intéressés par les soucis franco-espagnols d'approvisionnement en gaz, préférant renforcer leur partenariat stratégique avec l'Italie, un partenariat loin des alliances de connivence comme ce fût le cas avec Madrid, dont le gouvernement de Pedro Sanchez avait trahi la confiance d'Alger et des intérêts de son peuple pour s'aligner sur la position coloniale du Maroc dans le dossier du Sahara occidental. Sur ce registre, il est clair que Paris s'aligne aussi sur la position marocaine, comme l'illustre bien son veto pérennisé au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, évitant à Rabat des sanctions internationales et privant un peuple de bénéficier du droit d'autodétermination.

Les dossiers du Mali et la Libye

Les deux présidents évoqueront certainement les questions des crises au Mali et la Libye. Sur ce plan, il est clair que la France tente de trouver une sortie honorable du borbier malien, dont les dirigeants sont déterminés à mettre fin à l'influence française. Les derniers actes terroristes n'ont fait que renforcer la conviction des Maliens, à chasser la France de leur territoire. La relance du processus d'Alger via l'intégration de 26 000 combattants rebelles au sein des Fama, et la redynamisation du processus politique pour se doter d'institutions élues au cours de l'année 2024, ont mis fin aux velléités néocoloniales de la France de maintenir le Mali sous son joug. Le dossier libyen sera aussi sur la table et

la France est pointée du doigt comme la première puissance ayant organisé la chute et l'assassinat du leader libyen Mouammar El Gueddafi. Comme à l'accoutumée, l'Algérie réclame la fin de la présence étrangère et le départ des milices étrangères, comme condition première favorisant le dialogue inter-libyen, pour une solution libo-libyenne, allant dans le sens de la tenue d'élections présidentielles et législatives permettant à la Libye de se doter d'institutions élues et libres, conformément aux résolutions onusiennes.